

efforcé de permettre à ceux qui avaient posé une question de poursuivre leur sujet en posant une question supplémentaire et j'ai aussi permis à d'autres qui voulaient poser une question sur le même sujet de le faire, afin qu'on puisse discuter de la question de façon approfondie. Cependant, je ne veux pas que la Chambre discute du même sujet trop longtemps parce que je ne voudrais pas que les autres qui veulent poser des questions sur autre chose n'aient pas l'occasion de le faire. Le député d'Athabasca.

* * *

LE MULTICULTURALISME

LE REVIREMENT APPARENT DE LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE—LA PROTECTION DES GROUPES MINORITAIRES

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné l'importance que le premier ministre semblait attacher au multiculturalisme après les élections de 1972, comme l'a prouvé la nomination d'un ministre chargé d'appliquer cette politique, le premier ministre peut-il expliquer quels facteurs l'ont amené, après les élections de 1974, à supprimer non seulement le ministre, mais aussi le portefeuille?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question se fonde sur une prémisse fautive. Un ministre très important et responsable poursuivra l'application de cette importante politique.

M. Yewchuk: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme il est clair que ce poste a perdu de son importance à cause de cette décision, le premier ministre garantira-t-il aux groupes minoritaires du pays qu'ils ne seront pas une fois de plus oubliés?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député exprime son opinion personnelle sur des apparences. Le gouvernement actuel, qui a introduit cette politique, s'engage fermement à l'appliquer.

M. Hees: Pauvre Stanley Haidasz!

* * *

● (1440)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ALIMENTATION MONDIALE—LA POSITION ENVISAGÉE PAR LE CANADA—LA COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la diminution importante des réserves mondiales de nourriture et la baisse de la production des produits alimentaires, facteurs mondiaux qui peuvent entraîner un désastre international, et de la famine partout dans le monde, et étant donné que le Canada est l'un des principaux producteurs de nourriture et un grand pays industriel, le ministre peut-il dire à la Chambre, soit pendant le débat sur l'Adresse, soit dans une déclaration à l'appel des motions, quels sont les projets du gouvernement en ce qui concerne la prochaine conférence sur l'alimentation mondiale des Nations Unies qui aura lieu à Rome en novembre?

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'étudierai la demande du député et je verrai s'il serait utile que je prenne part au débat. Je tiens à lui affirmer que le gouvernement se rend très bien compte des possibilités que cette conférence offrira à la communauté mondiale. A l'heure actuelle, il étudie la position qu'il prendra afin de proposer les objectifs mentionnés par le député.

M. Brewin: Le ministre peut-il dire s'il a l'intention d'envoyer une délégation canadienne importante à la conférence de Rome, soit une délégation qui comprendra des députés et des représentants d'organismes non gouvernementaux?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous sommes en train d'étudier la composition de la délégation. Cette délégation sera certainement très forte. Je songe à en faire partie moi-même.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRANSPORTS

LE PROJET DE MODIFICATION, PAR L'ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES, DES CRITÈRES POUR L'OBTENTION DES CERTIFICATS—LES VUES DU GOUVERNEMENT

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Transports s'il a fixé une date pour annoncer les résultats d'une enquête sur l'activité de l'Administration de pilotage des Laurentides qui se propose de changer les critères pour l'obtention des certificats de pilotage. Le ministre pense-t-il que le changement prévu soit avantageux en ce qui concerne la sécurité ou l'efficacité?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le rapport est sur mon bureau et je suis en train de l'étudier.

Une voix: Vous étudiez quelque chose?

M. Marchand (Langelier): Oui, en effet. Vous voyez ce qui arrive quand on ne le fait pas.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Marchand (Langelier): Monsieur le président, dès que nous aurons complété l'étude du document, il me fera plaisir de le rendre public.

* * *

[Traduction]

LA CONSOMMATION

LA REPRÉSENTATION DES CONSOMMATEURS AU SEIN DES OFFICES DE COMMERCIALISATION—LA CONSULTATION DES ASSOCIATIONS

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Elle se rattache à la lettre du 13 septembre que lui a fait parvenir l'Association des consommateurs du Canada. Comme ce dernier organisme, la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, le rapport Forbes et au moins un de ses collègues du cabinet sont favorables